

Energie : l'industrie française inquiète pour sa compétitivité

LE MONDE | 16.05.2013 à 11h53 • Mis à jour le 16.05.2013 à 16h08

Par Dominique Pialot



ECO | AP/Patrick Pleul

Concernant les gaz de schiste, tout fait débat, sauf un point : l'afflux massif de cette énergie à bas coût aux Etats-Unis bouleverse la compétitivité des industries énergivores. Depuis peu, certains groupes américains relocalisent les sites qu'ils avaient installés en Chine. Dans les secteurs où le coût de l'énergie peut dépasser 60 % de la valeur ajoutée (chimie, caoutchouc, plasturgie), la différence entre les cours américain et européen du gaz, respectivement de 3 et 10 à 13 dollars par million de B.TU ("British thermal unit"), se traduit en dizaines de millions d'euros de marge...

En 2012, pour un chiffre d'affaires de 13 milliards d'euros, la facture énergétique du géant européen de la chimie Solvay atteint 1,2 milliard d'euros. En hausse de quelque 10 % ces deux dernières années, aux dires

de son PDG, Jean-Pierre Clamadieu. *"Aujourd'hui, dans le secteur de la chimie, ce sont les investissements nouveaux qui subissent un coup d'arrêt en Europe, mais demain cela pourrait concerner les installations existantes, observe-t-il. Tous les chimistes américains annoncent des baisses de leurs effectifs en Europe."*

AFFLUX DE PRODUITS IMPORTÉS

Dans la sidérurgie, les Américains exportent vers l'Europe des semi-produits de l'acier fabriqués plutôt à partir du gaz. Dans la plasturgie, l'avantage américain, supérieur au coût du transport, pourrait vite conduire à un afflux massif de produits importés sur le marché européen. De plus, en Europe même, l'énergie française voit son avantage compétitif historique s'éroder. En Allemagne, les industriels dont la production nécessite une consommation d'électricité importante (les "électro-intensifs") bénéficieraient d'une électricité 27 % moins chère que leurs rivaux français, qui profitent pourtant eux aussi de tarifs préférentiels. Avec des prix 46 % supérieurs à ceux payés par les Français, les ménages allemands supportent l'essentiel des coûts liés à une ambitieuse transition énergétique. Mais, grâce à une plus grande sobriété et à une meilleure efficacité des logements, leurs factures sont équivalentes aux nôtres.

Face à ces constats, les industriels français mettent en garde le gouvernement contre une transition à la française qui aggraverait leur situation. *"Pour que l'innovation, favorisée par le crédit d'impôt recherche, se traduise par des usines et des emplois en France, une électricité et un gaz compétitifs sont déterminants"*, insiste Thierry Le Hénaff, PDG du chimiste Arkema.

"HAUSSE DES PRIX"

"La transition s'accompagnera d'une hausse des prix, reconnaît Jean-Philippe Tridant Bel, associé du cabinet de conseil Alcimed. Les investissements nécessaires (dans de nouvelles capacités de production, des solutions de stockage, la décentralisation de la production, l'intelligence dans les réseaux) auront un coût supérieur si on ne considère que les frais de maintenance d'un parc nucléaire largement amorti."

Le maintien d'une forte part de nucléaire est en revanche, lui, difficile à chiffrer. *"Il faudrait s'attarder un peu plus sur l'évolution des prix dans un mode "business as usual"*", souligne à ce sujet Alain Grandjean, président du comité des experts du débat national sur la transition énergétique.

Quel que soit le coût de la transition, les industriels n'entendent pas en supporter la charge. *"Au niveau mondial, une énergie plus rare crée des opportunités pour les chimistes"*, reconnaît Thierry Le Hénaff. Arkema

consacre ainsi la moitié de ses thèmes de recherche aux économies d'énergie. En France, *"ce serait étrange de demander aux gros consommateurs industriels de financer la transition, d'autant que ce ne sont ni l'éolien ni le solaire qui pourront alimenter leurs sites"*, remarque-t-il.

AIDES À LA CONVERSION

Pour Matthieu Orphelin, corapporteur du rapport coûts/bénéfices pour le débat national sur la transition énergétique, *"on ne peut pas concevoir la politique énergétique française en fonction des plus gros consommateurs. En moyenne, l'énergie représente 14 % de la valeur ajoutée des entreprises françaises, une proportion restée stable depuis 1981"*.

Il évoque en revanche la piste de baisses de charges et d'aides à la conversion. *"Il est probable que l'on s'oriente vers un système à l'allemande, confirme Alain Grandjean. Les ménages ont plus intérêt au maintien des emplois qu'à une facture énergétique basse."*

Mais les industriels sont sceptiques. *"Dans le contexte politique actuel, il est dur d'imaginer une transition énergétique dont le coût porterait en priorité sur les ménages français"*, craint Jean-Pierre Clamadieu. *"Si l'Etat français parvient à négocier cela avec EDF, parfait"*, ironise Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières.

SECTEUR AUTOMOBILE

Une énergie peu chère suffirait-elle à restaurer la compétitivité de l'industrie française ? Beaucoup en doutent, qui citent le secteur automobile, où les Allemands taillent systématiquement des croupières aux Français, malgré des prix significativement plus élevés... *"Se battre pour une compétitivité-coût est un combat d'arrière-garde"*, tranche l'économiste spécialiste de l'énergie Jean-Marie Chevalier.

Dominique Pialot